

Ceinture pour la Communauté française

BUDGET Les ministres francophones doivent trouver entre 140 et 150 millions au contrôle de mars

Sale temps pour les finances franco-phones... A l'automne, le gouvernement Demotte avait dû réaliser 140 millions d'économies. Et, déjà, un nouvel effort est attendu : il faut trouver entre 140 et 150 millions de plus.

Comment en est-on arrivé là ? La révision à la baisse des perspectives de croissance explique à elle seule cette mauvaise nouvelle. Le budget 2015 avait été réalisé sur la base d'une croissance de 1,5 %. Or, elle ne devrait, selon les dernières estimations du Bureau du plan rendues publiques jeudi, pas dépasser 1 %. Une première mauvaise nouvelle. A laquelle s'ajoute la non-indexation des dotations fédérales, qui privera la Communauté d'une bonne centaine de millions. Soit un manque à gagner qui tourne autour des 140 voire

150 millions. Le comité de monitoring de la Communauté française, mis en place au début de la législature, a transmis son estimation vendredi en fin de journée. Quelques paramètres doivent encore être affinés dans les différents départements. Mais l'ampleur de l'effort n'évoluera plus guère. Pour rappel, le budget 2015, voté en décembre, accuse un déficit de 170 millions d'euros, malgré la première tranche d'efforts de 140 millions.

Comment vont-ils s'en sortir ? André Flahaut (PS), grand argentier francophone, prône « *le calme et la prudence* » mais il veut aller vite. Concrètement, dès la rentrée du congé de Carnaval, les ministres seront priés de faire preuve de créativité pour réduire leurs dépenses sans que cela ne fasse (trop) mal

à leurs départements. Le contrôle budgétaire devrait être bouclé pour Pâques. Au passage, on notera que la non-indexation des salaires fait à elle seule économiser entre 80 et 90 millions d'euros. La mesure vaut aussi pour une série de subsides. Autant de moyens qui permettront de réaliser une partie de l'effort. A priori, aucun secteur ne sera « immunisé » : tout le monde devra faire ceinture. « *Et ce n'est plus le moment de faire des effets d'annonce* », insiste-t-on dans les rangs gouvernementaux. Mais il n'est, à ce stade, pas question de remettre en cause les projets phares notamment le recrutement de 750 professeurs. Qu'à cela ne tienne, le secteur de l'enseignement redoute d'être mis à (forte) contribution. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

WALLONIE

Rendez-vous en mars

En Wallonie aussi, on s'apprête à vivre un ajustement budgétaire délicat. Dans quelles proportions ? Il avait été question d'une centaine de millions à ajouter aux 650 millions d'économies réalisées en 2015. Les nouvelles indications du Bureau du Plan doivent être intégrées aux calculs : « *Le ministre déposera des propositions sur la table du gouvernement au mois de mars* », explique-t-on au cabinet de Christophe Lacroix. Jusqu'à présent, les mesures prises par la coalition PS-CDH ont épargné les citoyens (c'est en tout cas le discours officiel). Mais demain ?

E.D